



COMMUNE DE MIOS

Hôtel de ville – Place du XI Novembre – BP 13 – 33380

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 28 DU CMP

MAPA n°02-2016

OBJET : TRAVAUX DE MISE EN SECURITE D'UN CARREFOUR DANS L'AGGLOMERATION DE LILLET
(Fourniture et pose de feux tricolores)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)

Maître d'ouvrage :

Ville de Mios

Hôtel de Ville

Place du XI Novembre

33380 MIOS

Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Cédric PAIN, Maire de Mios

Comptable public assignataire des paiements : le receveur des finances de la Ville de Mios

Imputation budgétaire : investissement

Date et heure limites de réception des offres :
Le 15 février 2016 à 12 heures (délai de rigueur)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.	4
1-1. OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE.	4
1-2. DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.	4
1-3. TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION.	4
1-4. CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT.	4
1-5. MAÎTRISE D'ŒUVRE.	4
1-6. CONTRÔLES TECHNIQUES.	4
1-7. COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ SPS.	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.	4
A - PIÈCES PARTICULIÈRES :	4
B - PIÈCES GÉNÉRALES :	5
ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES.	5
3-1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS.	5
3-2. TRANCHE CONDITIONNELLE.	5
3-3. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE.	5
3-4. VARIATION DANS LES PRIX.	6
3-5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.	6
ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.	6
4-1. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.	6
4-2. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.	7
4-3. PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES POUR AVANCE.	7
4-4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.	7
4-5. DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.	7
4-6. PÉNALITÉS DIVERSES.	7
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.	8
5-1. CAUTIONNEMENT.	8
5-2. RETENUE DE GARANTIE.	8
5-3. AVANCE.	8
ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.	9
6-1. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.	9
6-2. MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT.	9
6-3. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.	9
6-4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE.	9
ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.	9
7-1. PIQUETAGE GÉNÉRAL.	9
7-2. PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.	9
ARTICLE 8 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.	10
8-1. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.	10

8-2.	PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ÉTUDES DE DETAIL.	10
8-3.	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.	10
8-4.	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS.	10
8-5.	SUJETIONS RESULTANT.	11
ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.		11
9-1.	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.	11
9-2.	RECEPTION.	11
9-3.	PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE.	12
9-4.	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.	12
9-5.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.	12
9-6.	DELAI DE GARANTIE.	12
9-7.	GARANTIES PARTICULIERES.	12
9-8.	ASSURANCES.	12
ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		12

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.

1-1. *Objet du marché - Domicile du titulaire.*

La présente consultation a pour objet :

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE D'UN CARREFOUR DANS L'AGGLOMERATION DE LILLET
(Fourniture et pose de feux tricolores)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1-2. *Décomposition en tranches et en lots.*

Le marché est attribué en une seule tranche sans lot distinct

1-3. *Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion.*

Sans objet.

1-4. *Contrôle des prix de revient.*

Sans objet.

1-5. *Maîtrise d'œuvre.*

La maîtrise d'œuvre est assurée par : Services techniques commune de Mios

1-6. *Contrôles techniques.*

Sans objet.

1-7. *Coordination Sécurité et Protection de la Santé SPS.*

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

1-8. *Coordination OPC.*

Sans objet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, assorti des documents ci-après :
- Plans et schémas d'implantation dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.
- DPGF renseigné dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux dans leurs différentes annexes génie civil et bâtiment ainsi que les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux matériels et prestations faisant l'objet du marché ;
- les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du ministère de l'équipement ou des services du ministère de l'Agriculture ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Les normes relatives aux travaux, à la fourniture, à la fabrication et à la mise en œuvre des matériaux seront, sauf spécifications contraires figurant au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, celles du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux publics (ou celles du Cahier des Prescriptions Communes pour les fascicules non modifiés)

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.

3-1. Répartition des paiements.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :
L'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3-2. Tranche conditionnelle.

Sans objet

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie.

3-3-1. Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

3-3-2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le détail estimatif.

3-3-3. Les projets de décompte et d'acompte mensuels, décompte final

- seront présentés conformément au détail estimatif en indiquant les quantités mises en œuvre pour les marchés à prix unitaires et les pourcentages de réalisation pour les marchés à prix forfaitaires. Le délai de règlement à compter de la réception du décompte mensuel par le Maître d'Œuvre, est de 30 jours.

3-3-4. Approvisionnements.

Néant.

3-4. Variation dans les prix.

Sans objet, les prix sont fermes et définitifs.

3-5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.

3-5-1. Désignation des sous-traitants en cours de marché.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du C.C.A.G. ;
- le compte à créditer.

3-5-2. Modalités de paiement direct par virements.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.

4-1. Délais d'exécution des travaux.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution.

Par dérogation au second alinéa de l'article 19.2.3 du C.C.A.G., si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **quinze (15) jours** calendaires pour la totalité des travaux.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite :

NATURE DU PHENOMENE INTENSITE LIMITE

Pluie entre 6 et 18 H : > à 7 mm d'eau

Vent entre 7 et 18 H : plus de 60 km/H

Gel : températures < à -2°C à 8 H sous abri

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Météo-France la plus proche.

4-3. Pénalités pour retard - Primes pour avance.

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

4-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

4-5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. sur les sommes dues au titulaire.

4-6. Pénalités diverses.

Sans objet.

5-1. Cautionnement.

Sans objet.

5-2. Retenue de garantie.

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Conformément à l'article 102 du CMP, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En cas d'acceptation de l'avance forfaitaire, il est nécessaire de faire également une demande de garantie à première demande sur le montant de l'avance forfaitaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité de substituer, pendant toute la durée du marché, une garantie à 1^{ère} demande, à la retenue de garantie, pour le montant total du marché y compris les avenants. La retenue de garantie est alors restituée.

Dans tous les cas de figure la garantie à première demande couvrira les cas de prolongation de la GPA article 44.2 du CCAG travaux.

5-3. Avance.

Conformément à l'article 87 du code des marchés publics, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code des Marchés Publics pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être de 5 % du montant des travaux à exécuter par le sous-traitant au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées figurant sur le décompte mensuel atteint 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

6-3-1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leur vérification, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3-2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

6-3-3. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par l'entrepreneur sans majorer pour autant le marché.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.

7-1. Piquetage général.

Conformément à l'article 27.2.3 du C.C.A.G., le piquetage général est effectué contradictoirement, avec le degré de précision indiqué au C.C.T.P. avant le commencement des travaux.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne les canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques ou autres, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.

Il est fixé une période de préparation. **Elle est comprise dans le délai d'exécution.**

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins du titulaire :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période. Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 8-2 ci-après ;
- accord des exploitants des réseaux comme précisé à l'article 7-2 ;
- établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants). L'absence de remise au coordinateur du Plan Particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur.

8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail.

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 20 jours après leur réception.

8-3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.

Sans Objet

8-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.

8-4-1. Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :
Sans objet

8-4-2. Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire :

- Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

- Locaux pour le personnel.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4-3. En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du C.C.A.G. qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- Les voies publiques utilisées par les camions de terrassement devront être maintenues en parfait état de propreté. Le poids total en charge des camions de terrassement ne devra pas dépasser les normes en vigueur.
- Le respect impératif des itinéraires spéciaux imposés par les services de circulation.
- d'une manière plus générale, avant tout emprunt d'une voie publique, le titulaire se rapprochera des services gestionnaires du réseau routier (Etat, Département, Communes).

8-5. Sujétions résultant.

Sans objet.

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont supportés financièrement par ce dernier.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'entrepreneur sans pour autant modifier le montant du marché.

9-2. Réception.

La réception de l'ensemble des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'Œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à vingt jours à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux et des essais ainsi que les assurances décennales.

9-3. *Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.*

Aucune stipulation particulière.

9-4. *Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.*

Sans objet.

9-5. *Documents fournis après exécution.*

Les documents à fournir après exécution respecteront les dispositions contenues dans l'article 4-5. du présent C.C.A.P.

9-6. *Délai de garantie.*

Le délai de garantie est fixé à une année complète à la charge de l'entreprise, à compter de la réception et de 10 ans à compter du délai de un an, tel qu'indiqué ci-dessous. Durant le délai de un an, dit de parachèvement, l'entreprise se devra d'intervenir sur demande des Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre sans rémunération complémentaire.

9-7. *Garanties particulières.*

Sans objet.

9-8. *Assurances.*

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté, une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) C.C.A.G.

C.C.A.P. 3-4-4 déroge à l'article 10.4.4.

C.C.A.P. 4-2 déroge à l'article 19.2.3.

C.C.A.P. 9-8 déroge à l'article 9.

b) C.C.T.G. et C.P.C. travaux publics.

Néant.

c) Normes françaises homologuées.

Néant.

Lu et approuvé

Ale

L'Entrepreneur